



« *BERCY M'A TUER* » ? - 2

LES MINISTRES PARLENT AUX AGENTS :

Le Comité Ministériel du 8 octobre consacré à la présentation du budget 2014 a permis aux ministres (MM. Moscovici et Cazeneuve notamment) d'exposer leurs orientations s'agissant de l'avenir des services, dont la DGDDI.

Afin de ne pas abreuser les agents de prose syndicale (sûrement pessimiste et anxiogène ...), nous avons décidé de reproduire fidèlement dans ces colonnes les lignes directrices des discours ministériels. A chacun de se faire son idée ...

*« Nos choix sont assumés et revendiqués.
Les directions de Bercy sont touchées, mais pas plus que les autres.*

*Nous sommes conscients des interrogations des agents des Douanes.
Les missions de la DGDDI sont confirmées et le projet stratégique devra les reprendre.*

Il est clair que des agents devront se trouver une autre affectation au sein de la DGDDI, voire une autre administration.

Une cellule d'accompagnement personnalisé sera mise en place. »

Ainsi, les choses sont dites ou, du moins, commencent à l'être ...

Commençons par les missions : il est évident qu'elles ne pourront demeurer en l'état. Des transferts et des abandons sont déjà en question. Quant aux fonctions dites « support », elles ne sont pas mieux loties, notamment avec la notion de concentration qui touchera également la fiscalité. Les ministres ont d'ailleurs fait régulièrement référence à cette évolution tant pour les missions que pour le maillage territorial.

Les effets conjugués des réductions budgétaires (les chiffres du gouvernement actuel étant similaires à ceux de son prédécesseur) et des principes actuels du projet dit « stratégique » ne pourront laisser perdurer, à terme, une DGDDI, sur ses fondements tels que nous les connaissons.

Dans la suite des Etats Généraux du 18 septembre, nous allons continuer à promouvoir une Douane, dans tous ses composants.

Nous allons poursuivre et amplifier les initiatives vers l'extérieur et l'opinion publique.

Par ailleurs, nous appelons d'ores et déjà les agents à s'inscrire dans une première journée d'action qui aura lieu le 21 novembre 2013 à Paris.

Ce n'est que par des actions fortes et la mobilisation de tous que nous imposerons une autre horizon pour cette administration clairement mise en péril, alors que tout le monde salue son action.

Paris, le 9 octobre 2013